

Section 1 : Mise à jour du Contexte

En septembre 2019, la situation sécuritaire est restée relativement calme dans la **Province du Tanganyika**. Nonobstant, des vides sécuritaires laissés par les militaires des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans certains coins de la Province et des affrontements armés intermittents ont considérablement fragilisé la situation sécuritaire dans cette partie de la Province. Les efforts des autorités politico-militaires pour assurer la sécurité des personnes et leurs biens ont abouti au démantèlement d'un réseau des criminels sur l'axe Kalemie-Nyemba dans la semaine du 16 au 22 Septembre 2019. Selon les sources locales, 11 bandits armés dont certains éléments de la Police Nationale Congolaise (PNC), des FARDC et l'ANR ont été appréhendés par les forces de sécurité sur cet axe. Ces présumés bandits seraient en communication étroite avec le responsable du groupe armé Apa na Pale, le Major Mundusi, pour commettre des forfaits sur l'axe Kalemie-Nyemba en guise de partager les butins. Une femme appréhendée aurait gardé tous les biens extorqués et braqués sur des véhicules des particuliers et ceux des ONG (I) et agences des nations unies (PAM).

Les tensions intercommunautaires se poursuivent dans la province du Tanganyika.

Au Nord de Nyunzu, des tensions communautaires ont été signalées dans le village Mahigwe, occasionnant un déplacement de la population vers la cité de Nyunzu au quartier Mangala. Ensuite, environ 8 personnes de la communauté Twa ont attaqué les villages environnant la cité de Butondo au Nord de Nyunzu provoquant un déplacement préventif de la population vers Lengwe, Kilega et Katunda.

Environ 200 personnes auraient été enlevés du village Mpanda en territoire de Nyunzu par la coalition des personnes Twa aux Apa na Pale après des offensives des FARDC contre les positions des Apa na Pale en début Septembre 2019. Dans le village de Lwakina sur l'axe Kalemie-Moba, la population - constitué majoritairement des personnes de la communauté Twa - aurait manifesté un ras-le-bol contre les tracasseries des militaires FARDC affectés dans le village. Le commandant FARDC aurait emprisonné le représentant de la communauté Twa dudit village, au motif qu'il aurait accueilli des personnes Twa venus des axes secondaires sans présenter leurs civilités aux FARDC. L'implication du chef du village auprès du commandant FARDC pour libérer le détenu avait atténué des tensions vécues dans ce village.

Du côté positif, au Sud de Nyunzu, le leader Twa connu sous le sobriquet Sept/Sept a remis une arme à feu AK-47 grâce à la sensibilisation qui serait faite par la Commission Diocesaine Justice et Paix.

L'insécurité qui sévit dans la province du Tanganyika pour ce mois de Septembre 2019 a eu **pour conséquence** plusieurs incidents de protection. Les plus importants sont des incidents de braquage armée sur l'axe Kalemie-Nyemba commis par des présumés membres de la communauté Twa coalisés aux Apa na Pale (23 incidents rapportés) et 10 incidents des extorsions, coups et blessures et travaux forcés en territoire de Manono commis par les des membres des FARDC, lors du redéploiement des militaires FARDC vers d'autres zones.

Dans la province du **Haut Katanga** la milice Mai-Mai et ses seigneurs de guerre Kalenge et Simona sont actives dans le territoire de Pweto. La présence de la milice se manifeste par les incidents de pillage de biens de la population, de coups et blessure, traitement inhumain de la population aux villages Kato, Kampangwe, Mutendele, Kamakanga, Nkonkole et un cas de cambriolage dans les bureaux de l'ONG AIDES.

Un autre facteur ayant une incidence sur la sécurité dans la province est la désertion de certains militaires commando de FARDC vers la brousse de villages Kato, Kampangwe et Mutabi. Cette situation crée une panique à la population de ces trois localités.

Section 2 : Mouvements de population

Déplacements :

- 795 ménages déplacés ont fui l'insécurité dans leurs villages d'origine du territoire de Kalemie vers le site de de Kalunga;
- Environ 310 ménages venus de Kilunga et environs se sont déplacés vers Kalima, 70km au Nord Est de Nyunzu;
- Plus de 350 ménages venus de Mahigwe au Nord de Nyunzu sont hébergés dans les familles d'accueils dans la cité de Nyunzu. Selon le service d'action humanitaire de Nyunzu, ces ménages auraient fui les violences intercommunautaires.

- Arrivé d'environ 850 ménages venus de Kalima, Kankwala, Butondo, Kampulu, Mpanda ont été accueilli au village Kayunzu à 10 km de la cité de Nyunzu.

Retour :

- Selon des estimations environ 520 ménages sont de retour dans le village Keshola et ses environs en territoire de Kabalo frontalier de Nyunzu proche de Lwizi ;
- 44 ménages ont regagné volontairement leurs villages en territoire de Moba grâce à l'appui du gouvernement provincial ;
- Des nouveaux retournés sont signalés sur l'axe Kalemie-Moba passant par Kabwela dont les effectifs ne sont pas encore connus ;

Section 3 : Plaidoyer

- Plaidoyer auprès des autorités en guise d'inviter les deux seigneurs de guerre (Simona et Kalenge), et leur suite au regard de la situation qui prévaut dans le territoire de Pweto ;
- Plaidoyer auprès OCHA au niveau national pour encourager les acteurs humanitaires d'orienter leurs actions dans les zones de retour. Ces actions peuvent toucher particulièrement les axes secondaires en vue de consolider les relations entre Twa et Bantous et stimuler le retour de la population qui vit dans différents camps/sites.

Section 4 : Activités réalisées et prévues

- ✓ Accompagnement des ménages retournés à Moba par le cluster protection ;
- ✓ Formation des membres du cluster protection sur la thématique logement, terre et propriété (LTP) par le groupe de travail LTP et le cluster protection ;
- ✓ Conception d'une note de plaidoyer pour le processus de retour volontaire des retournés ;
- ✓ Sensibilisation des communautés locales Twa et Luba contre les engins explosifs dont 1,528 personnes population ;
- ✓ Identification et encadrement des 30 enfants sortis des milices Kalenge dont 12 filles 18 garçons à Kabulembe, territoire de Pweto.
- ✓ Enregistrement des naissances : Procuration à 87 enfants dont 34 garçons et 53 filles et actes reçus et distribués à 161 enfants dont 70 garçons et 91 filles.

Section 5 : Redevabilité envers les Populations Affectées

Au regard de la situation actuelle des fermetures de tous les sites PDI initiés par les autorités provinciales commençant par Kankomba TZF, Kankomba Office et Kaseke, certains piliers de la redevabilité ont été suivis et appliqués :

- Information des bénéficiaires sur la fermeture des sites et retour dans leurs zones d'origine en leur présentant les différentes modalités assignées par les acteurs humanitaires et gouvernement provincial ;
- Implication des personnes déplacées dans la prise de décision ;
- Evaluation participative des besoins des ménages désirant de retourner a été faite avant le déclenchement du processus de retour volontaire ;
- Mécanisme de gestion et traitement des plaintes a été activé en guise de recueillir les opinions des ménages ayant présenté le vœu de retourner à leurs localités d'origine.

Section 6 : Analyse

Dans la région Sud Est/Tanganyika, les conflits intercommunautaires restent loin d'être terminés. Les causes profondes n'ont pas encore trouvé gain de cause pour une partie en conflit, ce qui fait qu'il y ait des cas des tensions intercommunautaires dans certains villages de la Province. Des analyses ont dévoilé une fragile cohabitation pacifique entre les communautés Twa et Luba en dépit des efforts fournis par les acteurs humanitaires dans différents axes de retour.

En plus de cela, la dépendance de la population déplacée de l'aide humanitaire - principalement celle hébergée dans les sites de déplacement - pousserait certains ménages à faire de déplacement cyclique d'un site à une autre pour bénéficier de l'assistance humanitaire. Cette situation risquerait de perdurer la vie d'un site au détriment des solutions durables dans les zones de retour. Ensuite, la persistance des poches des milices et groupes armés actifs dans la région, fragilisent le processus d'un retour durable. La précarité économique et le chômage des jeunes les prédisposent à entrer dans les groupes armés, les milices et à développer un activisme dans le banditisme et deviennent par conséquent des abuseurs des droits humains.

La faible implication des autorités politico-militaires pour éradiquer toutes les poches de résistances afin de renforcer la cohésion sociale viennent subsidiairement affecter la situation socio-culturelle. Dans un contexte repéré par des tensions communautaires, des mouvements de population à long terme sont probables.

Par ailleurs l'insécurité grandissante causée par l'activisme de la milice Mayi-Mayi de deux seigneurs de guerre (Kalenge et Simona) ne favorise pas la paix et la sécurité dans le territoire de Pweto. Un mécanisme de reddition de tous les combattants appuyés par un programme d'accompagnement et le renforcement des activités de cohabitation pacifique entre les communautés Twa et Luba seraient nécessaires pour apporter la paix et la sécurité dans ce territoire de Pweto.

Recommandations :

- Plaidoyer auprès du gouvernement provincial d'aborder et traiter les causes profondes du conflit entre les communautés Twa et Luba en vue de pérenniser les solutions durables dans les zones de retour ; (Cluster Protection provincial)
- Plaidoyer auprès de la MONUSCO-Gouvernement provincial du Haut Katanga, de mettre en place un mécanisme de reddition volontaire avec un programme d'accompagnement de tous les combattants et leurs seigneurs de guerre, dans le souci de promouvoir et maintenir la paix et la sécurité dans le territoire de Pweto ; (Cluster Protection national)
- Allouer des financements adéquats à long terme aux projets protection dont la cohabitation pacifique et éducation civique des enfants et jeunes des parties en conflit ; (Cluster Protection, FHRDC, OCHA)
- Réveiller le cadre provincial de concertation humanitaire en guise de veiller au strict engagement des forums tenus dans les années dernières sur la cohabitation pacifique entre les communautés Twa et Luba ; (OCHA-Gouvernement)
- Formation des ONGs sur la convention de Kampala et le principe directeur relatif aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. (Cluster Protection provincial)